

Le pluralisme identitaire et le conflit des mémoires au Québec

Jacques Beauchemin

Introduction

Que recouvrent les préoccupations actuelles des sciences humaines pour la mémoire ? Vaste question à laquelle on pourra répondre en évoquant - à l'instar d'Emmanuel Kattan¹ - qu'à la différence de ce qui avait fondé le rapport à l'histoire dans les sociétés d'avant le « désenchantement du monde »², notre société érige en problème à la fois éthique et politique les questions de la mémoire, de l'oubli, de la dette envers le passé, ou du devoir de mémoire. Mais, parce que le passé constitue alors un lieu stratégique à « investir », les sociétés modernes avancées font de la mémoire un champ de bataille. Ne voyons-nous pas surgir de toutes parts, regroupements d'acteurs, contingents de victimes de l'histoire et catégories sociales oubliées qui toutes réclament réparation de préjudices historiques, qui toutes veulent réécrire l'histoire de manière à ce que la société retrouve la mémoire des « sans-parts », pour le dire comme Jacques Rancière³? De nos jours, la mémoire ne fait pas seulement l'objet d'un devoir: elle évoque de plus en plus l'idée d'un droit à la mémoire ou encore à la reconnaissance mémorielle. On peut, à ce titre, parler d'une « politisation de la mémoire ».

La manifestation peut-être la plus frappante de cette « politisation » de la mémoire réside dans l'écriture de l'histoire elle-même. Nos sociétés ressentent le besoin de réécrire leur histoire de manière à la mettre au service du présent. Relire l'histoire de sorte à y intégrer les acteurs qui en auraient été exclus, où dont on aurait sous-estimé l'apport, constitue une façon de régler ses dettes avec le passé afin de mieux servir les nécessités politique du présent. Quand l'historien québécois Gérard Bouchard propose de considérer les Amérindiens comme les ancêtres des Québécois, il cherche à se concilier des acteurs dont la complicité est devenue nécessaire dans l'accomplissement de la souveraineté du Québec⁴. Quand le même historien propose de renommer rues, station de métro ou parcs publics de manière à ne pas réitérer trop pesamment le passé canadien-français auprès de ceux qui se sentent alors exclus du grand récit québécois, son entreprise de réconciliation des mémoires sert encore des objectifs manifestement liés aux nécessités du présent⁵.

Ces transformations du rapport à la mémoire dans nos sociétés serviront d'arrière-plan aux courtes considérations que j'aimerais soumettre au sujet de la représentation changeante du passé canadien-français telle qu'on la retrouve dans les sciences humaines au Québec depuis 50 ans.

¹ Emmanuel Kattan, *Penser le devoir de mémoire*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.

² Marcel Gauchet, *Le désenchantement du monde*, Paris, Gallimard, 1985.

³ Jacques Rancière, *La méésentente. Politique et philosophie*, Paris, Galilée, 1995.

⁴ Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, Montréal, VLB éditeur, 1999.

⁵ Gérard Bouchard, « Ouvrir le cercle de la nation. Activer la cohésion sociale. Réflexion sur le Québec et la diversité » dans *L'Action nationale*, Montréal, Volume LXXXVII, no.4, avril 1997, p. 133.

Le 20^e siècle canadien-français dans la sociologie québécoise contemporaine

Pour l'observateur d'aujourd'hui, attentif aux transformations de l'identité québécoise depuis la Révolution tranquille, il est frappant de constater à quel point le Québec contemporain entretient un rapport ambivalent à la mémoire canadienne-française. L'époque est révolue ou écrire l'histoire du Québec se résumait pour l'essentiel à retracer le parcours historique de la collectivité canadienne-française. Dans le Québec d'aujourd'hui, la représentation de la nation est traversée d'une tension qui fonde aussi un rapport ambigu à la mémoire canadienne-française. D'un côté, on pose la nation québécoise comme communauté d'histoire et on la rapporte à la permanence de certains traits culturels relativement stables. Il en résulte un fort intérêt pour la question de la mémoire. De l'autre côté, on pose la nation dans le jeu des rapports de forces traversant toutes sociétés démocratiques caractérisées par le pluralisme culturel et politique. Ici, la fidélité à la mémoire francophone soulève le problème de la place que cette dernière peut légitimement prétendre occuper dans l'écriture de l'histoire.

La première représentation de la nation québécoise qui vient d'être évoquée pose cette dernière dans la perspective romantique des origines et du destin, une nation dont le substrat se trouve dans un au-delà du politique. Dans cette représentation, le devenir de la nation est, pour ainsi dire, contenu dans le moment de la fondation. Un secret mouvement l'entraînerait vers l'ultime réalisation d'elle-même dans une sorte d'eschatologie. Au siècle dernier, François-Xavier Garneau en appelait à la préservation des traditions contre les effets délétères de la politique d'assimilation qu'annonçait l'Acte d'union⁶. Mais n'est-ce pas aussi l'appel de Lionel Groulx, cet autre grand historien nationaliste, s'épuisant dans la réitération des origines, s'adonnant à la tâche de révéler l'essence de la « race » et d'écrire l'épopée du monde canadien-français⁷? Et ce destin lumineux en quoi consistait-il chez l'un et l'autre sinon dans le fait pour la « race » canadienne-française de se maintenir à travers les siècles dans une fidélité à elle-même ? Bien plus près de nous, cette eschatologie nationale se retrouvera chez Fernand Dumont, dans cet appel sur lequel se referme son livre intitulé, de manière assez révélatrice, *Genèse de la société québécoise*, dans son appel donc à « joindre à l'opiniâtreté de jadis le courage de liberté »⁸. On trouve encore ce genre d'imprécation chez Serge Cantin qui estime devoir « porter le pays comme on porte un enfant »⁹. Pour ceux-là, le culte de la mémoire francophone relève en partie du romantisme associé à la « race qui ne sait pas mourir »¹⁰.

⁶ François-Xavier Garneau, *Histoire du Canada de sa découverte à nos jours*, Paris, Librairie Félix Alcan, 1920, 4^{ème} édition, 2 tomes.

⁷ Lionel Groulx, *La naissance d'une race*, Montréal, Bibliothèque de l'Action Française, 1919.

⁸ Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1993, p.232.

⁹ Serge Cantin, *Ce pays comme un enfant. Essais sur le Québec 1986-1996*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1997, 209 p.

¹⁰ Louis Hémon, *Maria Chapdelaine*, Montréal, Boréal, 1991, 216 p.

Mais, sur un autre plan, l'analyse de la nation québécoise est maintenant indissociable de la dynamique politique qui traverse toutes les sociétés modernes avancées : la pleine reconnaissance du pluralisme et l'adhésion à une éthique sociale dont les idéaux de tolérance et d'équité constituent les pivots. Cette dynamique peut-être qualifiée de politico-identitaire dans la mesure où elle se caractérise par une réinterprétation des rapports de pouvoirs dans la société à la faveur de laquelle les rapports de classes cèdent la place aux conflits identitaires¹¹.

Ce déplacement majeur dans la représentation et dans l'interprétation sociologique des sociétés contemporaines fait en sorte de recomposer ces dernières à l'image d'une mosaïque d'identités. Du mouvement en faveur des droits civiques des Noirs américains au cours des années soixante, jusqu'aux revendications portées aujourd'hui par divers regroupements affinitaires (fondés sur l'orientation sexuelle, l'âge ou le revenu, par exemple) en passant par l'extraordinaire poussée identitaire engendrée par le mouvement des femmes, s'est imposée une représentation nouvelle de la société dans laquelle les rapports de forces mettent en présence non plus simplement des classes sociales, comme au temps où la société était structurée autour du travail, mais bien une multitude « d'identités » dont les revendications portent d'abord et avant tout sur la « reconnaissance » d'une particularité. C'est aussi la raison pour laquelle se sont progressivement imposées depuis une quarantaine d'années des paroles « autres » au sein des histoires nationales.

On peut dire autrement que la tension qui travaille les interprétations contemporaines de la nation québécoise conjugue deux définitions de la communauté *formellement* contradictoire. On doit dire *formellement*, parce que les nations ont habituellement pu aménager les termes de cette définition contradictoire d'elles-mêmes. La première définition pose la nation québécoise en tant que communauté « imaginée¹² » et, l'autre, comme communauté « politique ». La première fait des Québécois des héritiers d'un destin, la seconde les faits citoyens d'une communauté politique dont la nation constitue le cadre juridique. Objectera-t-on que ces deux dimensions ne sauraient être séparées aussi radicalement? On remarquera à juste titre qu'en toute nation coexiste ce double rapport de la société à elle-même. Il n'empêche que l'articulation de ces représentations soulève un problème plus grand en terre minoritaire. Cela parce que le nationalisme des nations minoritaires, comme c'est le cas du Québec dans le Canada, doit avancer ses revendications dans les termes de la défense d'une culture en même temps qu'il doit faire la preuve de sa pleine adhésion aux principes fondamentaux de la démocratie et aux droits de la personne.

La pensée sociale québécoise de ces vingt dernières années peut alors être analysée comme la tentative de préserver « l'âme » de la nation en même temps que d'inscrire

¹¹ Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, Montréal, Athena, 2004.

¹² Benedict Anderson, *Imagined Communities*, New York, Verso, 1991.

cette communauté d'histoire dans l'espace démocratique d'un débat portant sur les droits, les stratégies de positionnement politiques et la concrétude rapports de forces dans l'espace québécois et canadien.

C'est dans cette tension que se joue aujourd'hui – et nous revenons ainsi à notre point de départ – le rapport à la mémoire canadienne-française. Afin d'en faire mieux ressortir les ambivalences, je voudrais montrer très rapidement que, jusqu'à assez récemment, disons vingt ans, le rapport à la mémoire canadienne-française dans la production des sciences humaines n'a pas été si problématique.

Les années cinquante

L'après-guerre et les années cinquante voient poindre les premiers travaux à caractère scientifique portant sur ce qu'on appelle alors la société canadienne-française¹³.

Les années cinquante sont marquées par la virulente critique de la culture canadienne-française orchestrée notamment par les sciences sociales, critique qui voit dans les particularités de cette culture les raisons du « retard » du Québec. La critique du clérical-nationalisme, et avec lui du conservatisme ambiant, s'amorce dès le début des années cinquante dans les pages *Cité libre* et du *Devoir*, à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et au département d'histoire de l'Université de Montréal, comme l'a bien montré Léon Dion¹⁴. Elle va s'échiner à débusquer les aspects les plus rétrogrades que véhiculait le clérical-nationalisme et dénoncera vertement son idéalisme et le profond conservatisme qui en constituait le corollaire. Mémoire malheureuse donc, peuplée de défaites et de reculs. Mais, il faut remarquer que si pour plusieurs, il fallait jeter aux orties de larges pans de la mémoire du 19^e et de la plus grande partie du 20^e siècle, il était, en même temps, nécessaire de préserver le souvenir de l'oppression nationale pour asseoir la légitimité du projet politique que le néonationalisme était en train de formuler. Souvenir de l'oppression donc, mais rejet en même temps de cette figure du Canadien français impuissant à s'arracher aux forces de la tradition.

Les années soixante et soixante-dix

Au cours des années soixante et soixante-dix, on assistera à une formidable redécouverte de la culture francophone, à travers la chanson, le théâtre, le cinéma et les lettres notamment, redécouverte qui va fonder un nouveau rapport à la mémoire canadienne-française. Cette culture apparemment inepte que les années cinquante avaient condamnée en raison du conservatisme qui y sévissait, les années soixante vont la redécouvrir dans une certaine grandeur. Sous cet éclairage nouveau, elle porte bien sûr toujours les stigmates des divers « colonialismes » qui l'auraient empêché d'être. La lecture nouvelle, plus positive, continue en effet d'y reconnaître les séquelles de la condition de minoritaires des Canadiens français. Mais cette culture n'aurait-elle

¹³ On trouvera ce genre de préoccupations dans un ouvrage emblématique de cette tendance, Marcel Rioux, et Yves Martin, *La société canadienne-française*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971.

¹⁴ Léon Dion, *Québec 1945-2000*, tome 1, Québec, Presses de l'Université Laval, Québec, 1987.

pas également quelque chose à dire au monde? Le théâtre de Michel Tremblay, dont on dit qu'il exprime l'universel à travers la singularité de l'expérience canadienne-française; le joual élevé au rang de langue nationale, l'assomption des travers de la culture tels que les révèle le cinéma des années soixante, tout cela procède de la volonté de réinvestir positivement ce que la période précédente avait rejeté.

L'entreprise de réinterprétation de la mémoire canadienne-française relevait dans ce cas d'un effort de mise en valeur d'un passé dont on ne cherchait pas à cacher les effets délétères, en montrant par exemple qu'il avait fondé une culture de colonisés. Mais, en même temps les sciences humaines – la sociologie et l'histoire principalement – se vouaient à réhabiliter ce passé en montrant qu'il était malgré tout le patrimoine à partir duquel il fallait maintenant affirmer le nous-collectif. Le rapport à la mémoire est ambigu dans ce contexte nouveau puisqu'il est fait d'un certain rejet du passé en même temps que de la fierté d'avoir su créer un vécu collectif singulier en Amérique. Il faut cependant remarquer que, dans cette reconfiguration de la conscience historique, même si la mémoire canadienne-française est un peu mise à distance dans la mesure où il s'agit de rompre avec les atavismes du passé, il ne viendrait à l'idée de quiconque d'en atténuer les particularités, ainsi que la sociologie et l'histoire des années quatre-vingt chercheront à le faire.

Depuis les années quatre-vingt

En effet, une tendance plus récente consiste à atténuer l'importance de la singularité du parcours historique canadien-français. Cette tendance a dominé les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. J'aurai l'occasion d'évoquer plus bas très rapidement les manifestations toutes récentes d'un certain retour à des interprétations insistant sur cette particularité. Mais revenant aux années quatre-vingt, on peut constater que les sciences humaines font se repositionner par rapport à la mémoire canadienne-française. Pour l'essentiel, on peut dire que les analyses qu'elles produiront seront très fortement influencées par la montée du pluralisme identitaire. Il s'agira alors de rénover le discours identitaire québécois à l'aune de ce pluralisme. La mémoire canadienne-française ne disparaîtra pas pour autant de l'horizon, mais elle sera représentée dans les multiples relations à travers lesquelles elle se serait constituée.

Il s'agit alors de retrouver le pluriel dans ce qui se donne sous la figure du singulier. Cette recomposition de la mémoire collective correspond en réalité à la nouvelle représentation du sujet politique québécois. Sujet composite conjuguant des parcours historiques divers et la pluralité de cultures, les Québécois des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ne peuvent plus se réclamer d'une mémoire univoque ou, si l'on veut, monologique. L'hybridité du nouveau sujet québécois impose alors tout naturellement de mettre en veilleuse le récit canadien-français de manière à ouvrir l'histoire nationale

à ceux qui veulent maintenant s'y reconnaître¹⁵. L'ouverture au pluralisme identitaire, la réécriture de l'histoire qu'elle nécessite en même temps que la redéfinition du souverainisme dont le thème de la diversité est maintenant le drapeau, tout cela détermine un nouveau rapport à la mémoire.

La fin des certitudes quant au sujet de l'histoire québécoise et la remise en cause du monopole que ce dernier croyait détenir sur son écriture ont eu pour effet d'ouvrir la voie à deux tendances qui, chacune à leur façon, traduisent la volonté d'adapter l'écriture de l'histoire du Québec à la pluralité des voix qui exigent maintenant de s'y faire entendre.

La première tendance consiste à retrouver le pluralisme constitutif de la société québécoise de manière à l'intégrer rétroactivement à l'histoire. Il s'agit alors de recomposer le récit des origines et du développement historique du Québec en exhumant le rôle crucial qui auraient joué non seulement les communautés fondatrices (autochtones, Anglo-québécoise et Franco-québécoise), mais aussi en illustrant la contribution de certains groupes. Le monopole de la parole canadienne-française est ainsi contesté parce que l'histoire du Québec qui s'écrit à travers elle occulterait la présence dans l'histoire du Québec de nombreuses réalités communautaires importantes. C'est ainsi qu'ont fleuri des histoires du Québec qui chacune prétendent rendre leur dû aux oubliés du grand récit de la québécoïté. À côté de l'histoire nationale se sont progressivement imposées celles du mouvement ouvrier, du mouvement des femmes ou des communautés culturelles.

La deuxième tendance contribue d'une autre manière à relativiser la centralité de la collectivité francophone dans l'histoire du Québec. Il s'agit dans ce cas de déboulonner les certitudes quant à la singularité du parcours historique canadien-français. La réécriture de l'histoire qui s'effectue dans cette perspective a pour effet de «normaliser» les caractéristiques de la société québécoise d'avant la Révolution tranquille. On a ainsi mis en relief ce qui rapprochait le monde canadien-français des idéologies libérales et modernistes; de la démocratie et des grands courants culturels de l'Amérique ainsi qu'en attestent, par exemple, les travaux d'Yvan Lamonde¹⁶. Dans la même direction, certains se sont attachés à faire valoir les ressemblances que présenterait le Québec avec les «collectivités neuves» de par le monde issues de la colonisation européenne¹⁷. L'entreprise, encore ici, a visé à remettre en question l'hypothétique singularité de la société canadienne-française, cette société que toute une production historiographique et sociographique avait érigée en exception.

¹⁵ Cette position a été élaborée plus particulièrement dans Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, Montréal, VLB éditeur, 1999 et dans Claude Bariteau, *Québec 18 septembre 2001*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 1998.

¹⁶ Yvan Lamonde, *Ni avec eux ni sans eux*, Québec, Nuit blanche, 1996; Gérard Bouchard et Yvan Lamonde (dir.), *Québécois et Américains*, Montréal, Fides, 1995 et Gérard Bouchard, *Nations et cultures du nouveau monde*, Montréal, Boréal, 2000. Voir aussi, Yvan Lamonde, *Trajectoires de l'histoire du Québec*, Montréal, Fides, 2001.

¹⁷ Gérard Bouchard, "Le Québec comme collectivité neuve. Le refus de l'américanité dans le discours de la survivance" dans Gérard Bouchard et Yvan Lamonde (dir.), *Québécois et Américains*, Montréal, Fides, 1995.

On a alors voulu atténuer la profondeur du ruralisme canadien-français en montrant la progression rapide au début du 20^e siècle de l'industrialisation et de l'urbanisation. À l'encontre des interprétations fustigeant le caractère rétrograde de la pensée politique d'avant la Révolution tranquille, on a insisté sur la modernité du discours politique et expliqué le traditionalisme canadien-français autrement que par la persistance d'une «mentalité d'ancien régime»¹⁸.

Ces tendances à l'oeuvre dans la réécriture de l'histoire des années 80 et 90 ont engendré un rapport inédit à la mémoire canadienne-française : pour la première fois depuis le grand récit de l'histoire du Canada qu'avait proposé François-Xavier Garneau au cours de la décennie de 1840, on quittait le sentier mille fois parcouru de l'exception canadienne-française en Amérique. S'estompait alors la représentation si prégnante jusqu'aux années 1980 d'une société dominée par une Église toute puissante, d'un Québec « en retard » en raison de son attachement atavique à la religion, bref d'une société qui tout en étant d'Amérique lui avait un peu tourné le dos. L'immense paradoxe, sur lequel nous ne pourrions malheureusement nous arrêter bien longtemps, réside dans ceci que ces travaux ont été menés par des intellectuels nationalistes pour la plupart et voyant dans l'avènement de la souveraineté du Québec la suite pour ainsi dire naturelle du parcours historique canadien-français. Mais le nouveau rapport à la mémoire que profilait ce genre de travaux a eu pour effet de vider le projet souverainiste d'une partie de sa signification. En jouant sur le mode mineur le discours de l'exception québécoise en Amérique; en insistant sur le caractère composite et pluriel de la société québécoise, en se refusant à affirmer trop bruyamment la présence d'une majorité de souche canadienne-française, ce nouveau rapport à la mémoire ne se limite pas à discréditer le projet souverainiste, mais bien plus fondamentalement il contribue peut-être objectivement à la disparition de ce que toute une historiographie nous avait appris à reconnaître comme une aventure unique en Amérique.

Une contre-tendance?

J'ai promis il y a un instant d'aborder rapidement quelques tentatives plus récentes qui me semblent constituer une contre-tendance. On a, en effet, récemment constaté une volonté de réhabilitation de la mémoire canadienne-française et, avec elle, de la singularité du parcours historique francophone. Joseph-Yvon Thériault a montré de manière convaincante que l'histoire du Québec ne devait pas être relue du seul point de vue des déterminations lourdes qui structurent les sociétés modernes¹⁹. Ce type de lecture risquerait selon lui d'échapper l'«intentionnalité» qui traverse tout parcours historique. Toute société s'organise bien sûr dans le périmètre que dessinent les grands paramètres de l'existence sociale que sont le marché et la démocratie. Mais, relisant l'histoire d'une collectivité, il faut aussi s'attacher à retrouver la subjectivité qui perce au

¹⁸ Gilles BOURQUE, Jules Duchastel et Jacques, Beauchemin, *La société libérale duplessiste*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1994.

¹⁹ Joseph-Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec-Amérique, 2002.

travers de ces déterminations. Lorsque nous disons que les acteurs sociaux font l'histoire, il faut entendre par là qu'ils expriment toujours dans les institutions qu'ils se donnent une certaine représentation subjective de leur «être-ensemble».

Le rappel de la singularité du parcours historique canadien-français ne correspond pas tant à la redécouverte d'un trésor enfoui qu'à une certaine volonté de rétablir la pertinence pour l'analyse de la société québécoise de la dimension culturelle et mémorielle du vécu historique canadien-français. L'historiographie et la sociographie québécoise semblent donc vouloir renouer avec ces dimensions culturelles et subjectives de l'existence sociale.

Que signale cette réinterprétation, ce rappel de la culture et, de manière générale, la rémanence de l'univers canadien-français? S'agirait-il simplement d'un retour du refoulé à la faveur duquel on retrouverait certaines évidences que les célébrations de la diversité identitaires québécoise auraient occultées? Une telle analyse serait trop courte. La représentation de la société québécoise qui pose cette dernière dans la perspective du pluralisme et de la diversité a pu s'imposer, au point de dominer les analyses les plus répandues, parce que le Québec contemporain est traversé de fait par d'importantes mutations sociodémographiques. L'apport de l'immigration et la diversité de provenance des nouveaux venus; le vieillissement de la population et la place relativement moins importante que les baby-boomers sont appelés à occuper dans la société; l'affirmation de revendications visant l'équité intergénérationnelle elles-mêmes issues de ce changement de la garde; la montée en puissance des revendications politiques des sociétés amérindiennes, tout cela vient chambouler les fondements de l'identité québécoise. Il est normal dans ces conditions que l'analyse sociologique tienne en compte ces transformations. Si la question de l'identité et, plus exactement, celle du pluralisme occupe actuellement autant de place dans l'analyse sociologique du Québec, c'est en partie à cause de ces bouleversements qui viennent remettre en cause les tranquilles certitudes d'autrefois. C'est aussi dans cette foulée que la figure du sujet politique québécois est devenue plus incertaine, cela parce que l'on ne peut plus l'associer aussi directement que durant les années soixante à la communauté d'histoire canadienne-française.

Mais, d'un autre côté, me paraît réémerger cette idée assez simple au fond qu'une société trouve la signification de sa présence au monde dans un être-ensemble partagé fait de mémoire et d'histoire. Que l'interprétation de cette histoire soit toujours conflictuelle, cela va de soi, que la mémoire soit oublieuse et sélective, cela aussi est certain. Que les sociétés soient alors des communautés imaginées, voilà qui est acquis. Seulement, le fait de constater la complexité des sociétés contemporaines, leur fragmentation, leur difficulté à situer le lieu de leur être-ensemble ne devraient pas nous conduire trop rapidement à la conclusion que toute mémoire s'avancant au nom d'un *nous* est illégitime parce que niant la pluralité. Au contraire, la participation de l'acteur social à un projet éthique de partage des biens sociaux, de poursuite de la justice ou de tolérance à l'égard de la différence tient à son sentiment d'appartenance à la communauté morale que constitue « sa » société. Or, cette appartenance, c'est dans la mémoire et la culture qu'elle se forge. C'est en elles que la société apparaît comme un

univers de significations partagées et qu'émerge l'intention éthique de « vivre bien avec et pour l'autre dans des institutions justes », pour le dire comme Paul Ricoeur²⁰.

La question du rapport à la mémoire ne se limite donc pas au travail ordinaire de l'histoire et de la sociologie, même si c'est là le point de départ que nous nous sommes donnés. Il me semble, qu'au Québec, se demander ce que nous devons faire de la mémoire canadienne-française c'est aussi se demander s'il est encore possible pour les sociétés modernes contemporaines de se représenter dans l'histoire, d'en tirer de enseignements, de retrouver en elle le capital éthique à partir duquel il est possible de tenir le discours d'une certaine solidarité.

Jacques Beauchemin
Professeur
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

Le 14 mai 2007

²⁰ Paul Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, Paris, Éditions du Seuil, 1990.